

REPUBLIQUE FRANCAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

OBJET : Gratifications Ville, Vie, Vacances. – Création d'une régie d'avance.

François Noël BUFFET, Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27 mars 2003 autorisant le maire à créer des régies Communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 22 mai 2007 ;

DECIDE

ARTICLE PREMIER - Il est institué une régie d'avances auprès du Bureau Information Jeunesse de la Mairie d'Oullins,

ARTICLE 2 - Cette régie est installée au BIJ, 10 rue Orsel à Oullins,

ARTICLE 3 - La régie paie les dépenses suivantes :

1° : Versements de gratifications (selon circulaire préfectorale du 10 mars 2005) aux jeunes participants à des chantiers organisés et encadrés par la ville d'Oullins dans le cadre du dispositif Ville, Vie, Vacances;

ARTICLE 4 - Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon les modes de règlement suivants :
1° : Chèques vacances;
2° : Chèques bancaires;
3° : numéraire;

ARTICLE 5 - Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1125.00 €,

ARTICLE 6 - Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois,

ARTICLE 7 - Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 8 - Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 9 - Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur;

ARTICLE 10 - Le Sénateur-Maire d'Oullins et le comptable public assignataire d'Oullins sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

FAIT à Oullins, le 22 mai 2007,

Vu pour avis conforme,
Agnès TOURRENQ
Trésorière Principal d'Oullins

Le Sénateur-Maire,
François-Noël BUFFET